



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFET DU NORD

Direction Départementale  
des Territoires de la Mer du Pas-de-Calais

Délégation à la Mer et au Littoral

Service des Affaires Maritimes et du Littoral

Unité de Gestion du Domaine Public Maritime

CONCESSION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME  
EN VUE DE LA POSE ET DE L'EXPLOITATION D'UN CABLE DE  
TELECOMMUNICATIONS (SEA ME WE 3)

**Cahier des Charges**

## **TITRE Ier**

### **OBJET – NATURE DE LA CONCESSION – DISPOSITIONS GENERALES.**

Le Concédant est l'Etat représenté par Messieurs les Préfets du Nord et du Pas-de-Calais.  
Le Concessionnaire est un consortium international, représenté par la Société BELGACOM.

#### **Article 1.1 – Objet de la concession.**

La présente concession a pour objet l'utilisation de dépendances du Domaine Public maritime de l'Etat, telles qu'elles sont figurées par une ligne continue épaisse sur les deux plans à l'échelle 1/150 000ème annexés au présent cahier des charges et sises dans les communes de :

#### **Dans le département du Nord :**

- BRAY DUNES
- ZUYDCOOTE
- GHYVELDE
- LEFFRINCKOUCKE
- DUNKERQUE
- GRANDE-SYNTHÉ
- MARDYCK (COMMUNE ASSOCIEE DE DUNKERQUE)
- LOON PLAGE
- GRAVELINES
- GRAND-FORT-PHILIPPE

#### **Dans le département du Pas-de-Calais :**

- GROFFLIERS
- WABEN
- CONCHIL-LE-TEMPLE
- BERCK-SUR-MER
- MERLIMONT
- CUCQ
- LE TOUQUET-PARIS-PLAGE
- ETAPLES-SUR-MER
- CAMIERS
- DANNES
- NEUFCHATEL-HARDELOT
- SAINT-ETIENNE-AU-MONT
- EQUIHEN-PLAGE
- LE PORTEL
- BOULOGNE-SUR-MER
- WIMEREUX
- AMBLETEUSE
- AUDRESSELLES
- AUDINGHEN
- TARDINGHEN
- WISSANT
- ESCALLES
- SANGATTE
- CALAIS
- MARCK
- OYE-PLAGE

## Article 1.2. - Nature de la concession.

La concession est destinée à l'implantation d'installations relatives à l'activité suivante :  
POSE ET EXPLOITATION D'UN CABLE DE FIBRES OPTIQUES DE TELECOMMUNICATION.

Le domaine sur lequel porte la concession comprend exclusivement une parcelle du Domaine Public Maritime Naturel de l'Etat, d'un linéaire de 85 km sur le département du Pas-de-Calais et de 25 km sur le département du Nord.

Le concessionnaire du domaine public maritime assure l'aménagement, l'utilisation, l'entretien, la maintenance et la dépose en fin de concession de l'ouvrage (câble).

La concession est exclusivement personnelle et le concessionnaire ne peut accorder d'autorisation d'occupation ou d'usage sans l'accord du concédant.

## Article 1.3 – Dispositions générales.

a) Le concessionnaire n'est fondé à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'autres ouvrages seraient autorisés à proximité de ceux faisant l'objet de la présente concession ;

b) Le concessionnaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps libre accès en tout point de la concession aux agents du concédant chargés du contrôle de la concession ;

c) Le concessionnaire doit réserver la continuité de circulation du public sur le rivage ;

d) Sont à la charge du concessionnaire, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison de la présence des ouvrages concédés, des travaux de premier établissement, de modification et d'entretien ou de l'utilisation de la concession ;

e) En aucun cas, la responsabilité du concédant ne peut être recherchée par le concessionnaire, pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages causés à ses installations ou de gêne apportée à leur exploitation par des tiers, notamment en cas de pollution des eaux de la mer ;

f) Le concessionnaire ne peut élever contre le concédant et les collectivités locales aucune réclamation en raison de l'état des voies publiques ni du trouble qui peuvent résulter soit de mesures temporaires d'ordre et de police, soit de travaux exécutés par le concédant ou les collectivités locales sur le Domaine public ;

g) Le concessionnaire est tenu de se conformer aux lois, règlements et règles existants ou à intervenir ;

h) Le concessionnaire est également tenu de se conformer :

- aux prescriptions relatives à la lutte contre les risques de pollutions et de nuisances de toutes sortes pouvant résulter non seulement de l'exécution des travaux mais aussi de l'exploitation de ses installations ;

- aux mesures qui lui sont prescrites pour la signalisation des ouvrages maritimes donnant accès à ses installations ;

- à la réalisation d'un relevé initial de l'ensouillage du câble, qui sera communiqué aux services de l'Etat compétents, à savoir, la DDTM du Pas-de-Calais, la Préfecture et le service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM) au plus tard dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

- la mise en place d'une vérification quinquennale du bon ensouillement ou de la bonne protection de ce câble ; le premier relevé quinquennal sera communiqué aux services de l'Etat précités et du SHOM ;
- la mise en œuvre d'une vérification anticipée du câble, dans les eaux françaises, en cas de grande tempête ou de tout phénomène météorologique susceptible de remettre en cause cette protection ;
- sans préjudice des dispositions précédentes, à informer sans délai les services de l'Etat précités de tout accrochage du câble détecté par le système électronique d'alerte installé par le concessionnaire ;
- Si un relevé ou la détection d'un accrochage font apparaître des zones où l'ensouillage est insuffisant, le concessionnaire devra présenter aux services de l'Etat précités, dans un délai d'un mois à compter de la communication du relevé ou de l'information sur l'accrochage, un programme de travaux permettant de remédier à ces problèmes dans les meilleurs délais. »
- à toutes les réglementations générales et particulières relatives à la navigation ou aux travaux sous-marins dans les eaux sous souveraineté française ;
- aux prescriptions de l'arrêté du Préfet Maritime n° 11/2000 du 23 juin 2000 relatif au signalement des opérations relatives aux travaux sous-marins dans les eaux sous souveraineté française de la Manche et de la Mer du Nord ;
- aux prescriptions du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- aux prescriptions du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.

Les champs d'application des susmentionnés règlements n'étant pas disjoints, le concessionnaire se conformera sans aucune omission aux prescriptions les plus contraignantes.

## **TITRE II**

### **EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN DES OUVRAGES**

#### **Article 2.1 – Projet d'exécution des ouvrages d'infrastructure concédés.**

Le concessionnaire est tenu de soumettre au concédant en vue de son approbation les projets d'exécution ou de modification des ouvrages concédés sans que cet agrément puisse en aucune manière engager les responsabilités du concédant. Ces projets doivent comprendre tous les plans, dessins, mémoires explicatifs nécessaires pour déterminer les ouvrages et préciser leur mode d'exécution, ainsi que les devis estimatifs correspondants.

Le concédant prescrit les modifications nécessaires à la bonne utilisation du Domaine Public Maritime.

#### **Article 2.2 – Délai d'exécution.**

Les travaux ont été exécutés.

### Article 2.3 – Exécution des travaux – Entretien des ouvrages.

Tous les travaux sont exécutés, conformément aux projets approuvés, en matériaux de bonne qualité mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Le concessionnaire est tenu d'exécuter à ses frais et sous sa seule responsabilité les travaux nécessaires pour soustraire le terre-plein concédé à l'action des hautes mers.

Les ouvrages de la concession sont entretenus en bon état par le concessionnaire de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés ; il doit apporter un soin particulier aux ouvrages exposés à l'action de la mer.

### Article 2.4 – Frais de construction et d'entretien.

Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien sont à la charge du concessionnaire.

Sont également à sa charge les frais des travaux qu'il sera éventuellement autorisé à exécuter sur les ouvrages du Domaine Public Maritime, notamment les raccordements à la voie publique et le rétablissement éventuel des accès à la mer à l'extérieur de la concession.

### Article 2.5 – Contrôle de la construction et de l'entretien des infrastructures concédées.

Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien des ouvrages concédés sont exécutés sous le contrôle des représentants du concédant.

Dès l'achèvement des travaux de premier établissement, les ouvrages concédés font l'objet de procès-verbaux de récolement, dressés par les représentants du concédant, sur la demande du concessionnaire.

### Article 2.6 – Installations de superstructures du concessionnaire.

Le concessionnaire est tenu de soumettre à l'agrément du concédant les projets d'installations de superstructure, ayant un caractère immobilier, à établir sur les ouvrages.

Après achèvement de chaque tranche de travaux, le concessionnaire fait connaître dans un délai de trois mois le coût (taxes comprises et hors taxes) détaillé et justifié des diverses constructions et installations ayant un caractère immobilier ainsi que leur date d'achèvement.

### Article 2.7 – Réparation des dommages causés au Domaine Public Maritime.

Au fur et à mesure de l'achèvement des travaux, le concessionnaire est tenu d'enlever les dépôts de toute nature et les ouvrages provisoires et de réparer immédiatement, en se conformant aux instructions qui lui sont données par les représentants du concédant, les dommages qui auraient pu être causés au Domaine Public Maritime ou à ses dépendances.

En cas d'inexécution, il peut y être pourvu d'office et à ses frais.

### **TITRE III**

#### **EXPLOITATION**

##### **Article 3.1 – Sous-traitance.**

Le concessionnaire peut, avec l'autorisation du concédant, confier à des tiers la réalisation voire l'utilisation de tout ou partie de ses installations, mais dans ce cas, il demeure personnellement responsable tant envers le concédant qu'envers les tiers de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

##### **Article 3.2. - Signalisation maritime.**

Le concessionnaire supportera les frais d'établissement, d'entretien et de fonctionnement des installations de signalisation maritime qui seraient prescrites par le service des Phares et Balises ; au cas où de telles installations seraient nécessaires, leur mise en place sera effectuée sous le contrôle des représentants du concédant ; il en sera de même en ce qui concerne l'entretien et le fonctionnement.

##### **Article 3.3 – Mesures de police.**

Les mesures de police qui seraient nécessaires dans l'intérêt de la conservation des ouvrages, de la sécurité publique et du bon ordre seront prises par les Préfets, le concessionnaire entendu.

##### **Article 3.4 – Risques divers.**

Le concessionnaire répond du risque d'incendie pour toutes installations, tous ouvrages et matériels lui appartenant ou appartenant à ses mandants. Il garantira l'Etat contre les recours des tiers.

Il est responsable des dommages causés de son fait ou de celui de ses mandats aux ouvrages du Domaine Public Maritime.

### **TITRE IV**

#### **DUREE DE LA CONCESSION – CONDITIONS FINANCIERES**

##### **Article 4.1 – Durée de la concession.**

La durée de la concession est fixée à 30 ans à compter du 1er septembre 2009.

##### **Article 4.2 – Reprise des ouvrages et remises des lieux en état en fin de concession.**

A l'expiration du délai fixé à l'article précédent et par le seul fait de cette expiration, le concédant se trouve subrogé à tous les droits du concessionnaire. Il entre immédiatement et gratuitement en possession des dépendances et ouvrages concédés qui doivent être remis en parfait état. Toutefois, le concédant peut, s'il le juge utile, exiger la démolition et l'enlèvement partiels ou totaux de ces ouvrages.

Le concessionnaire doit, à ses frais et après en avoir informé le concédant, procéder à la démolition complète des installations de superstructure qu'il a établies sur la concession. Néanmoins, le concédant peut, s'il le juge utile, exiger le maintien partiel ou total de ces

installations ; dans ce cas, ces dernières doivent être remises en parfait état et deviennent alors la propriété du concédant sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre, ni à passation d'un acte pour constater ce transfert.

En cas de non exécution des travaux de démolition prévus aux deux alinéas précédents dans les délais impartis au concessionnaire, il peut y être pourvu d'office à ses frais, après mise en demeure restée sans effet.

#### Article 4.3 – Retrait de la concession prononcé par le concédant.

A quelque époque que ce soit, le concédant a le droit de retirer la concession dans un but d'intérêt général se rattachant à la conservation ou à l'usage du Domaine Public Maritime et de la mer moyennant un préavis minimal de six mois.

Dans ce cas, il est dressé contradictoirement la liste des diverses constructions et installations caractère immobilier ayant fait l'objet des déclarations prévues à l'article 2.6 ci-dessus.

Au vue de cette liste, le concédant verse au concessionnaire évincé une indemnité égale au montant des dépenses exposées pour la réalisation des constructions et installations subsistant à la date du retrait, déduction faite de l'amortissement. L'amortissement est réputé effectué par annuités égales sur la durée normale d'utilisation, cette durée ne pouvant en tout état de cause dépasser celle restant à courir jusqu'au terme de la concession.

L'indemnité allouée ne pourra au surplus être supérieure à la valeur de ces constructions et installations figurant au bilan, déduction faite des amortissements correspondants réellement pratiqués.

Le règlement de cette indemnité vaut acquisition des biens sur lesquels elle porte.

Lorsqu'il résulte du retrait un préjudice pour le concessionnaire supérieur à la valeur fixée à l'alinéa précédent du fait du mode de financement des travaux, ce préjudice est indemnisé par entente amiable ou, à défaut, par la voie contentieuse.

#### Article 4.4 – Révocation de la concession.

La concession peut être révoquée un mois après une mise en demeure par simple lettre recommandée restée sans effet, soit en cas d'inexécution des conditions financières, soit en cas d'inexécution des autres conditions du présent cahier des charges, notamment celles prévues aux articles 1.3 et 2.1 à 2.7.

La concession peut être révoquée également dans les mêmes conditions, notamment :

- en cas de non usage des terrains concédés dans un délai de 1 an ;
- en cas de cessation de l'usage des installations pendant une durée de 1 an ;
- en cas d'usage de la concession à des fins autres que celles pour lesquelles elle a été accordée ;
- en cas de cession partielle ou totale de la concession sans accord du concédant ;
- au cas où le bénéficiaire ne serait plus le titulaire des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour exercer l'activité qui a motivé l'octroi de la concession.

En aucun cas le concessionnaire ne peut prétendre à une indemnité de quelque nature que ce soit, et notamment celle prévue à l'article 4.3. La révocation a les mêmes effets que ceux précisés à l'article 4.2.

Les redevances payées d'avance par le bénéficiaire restent acquises au concédant sans préjudice du droit, pour ces derniers, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant leur être dues.

#### Article 4.5 – Résiliation à la demande du concessionnaire.

La concession peut être résiliée avant l'échéance normalement prévue à la demande du concessionnaire ; cette résiliation produit les mêmes effets que ceux prévus à l'article 4.2.

Toutefois, si cette résiliation est demandée en cours de réalisation des ouvrages concédés, elle est subordonnée soit à l'exécution de tous travaux nécessaires à la bonne tenue et à une utilisation rationnelle des ouvrages déjà réalisés, soit à une remise des lieux dans leur état primitif.

#### Article 4.6 – Redevance domaniale.

Le concessionnaire paiera, pour le linéaire du câble situé dans les eaux du département du Nord, à la recette divisionnaire des Impôts de Lille Nord :

- une redevance annuelle pour 2009/2010 de 18 484 €.

Le concessionnaire paiera, pour le linéaire du câble situé dans les eaux du Pas-de-Calais, à la Trésorerie Générale du Pas-de-Calais:

- une redevance annuelle pour 2009/2010 de 62 846 €.

Ces redevances seront révisables annuellement selon la réglementation en vigueur.

Les redevances dues pour la première et pour la dernière année sont calculées prorata temporis.

Parmi les éléments pris en compte pour la fixation de la redevance, le linéaire résulte d'un mesurage effectué sur le plan annexé au présent cahier des charges. Après exécution des travaux, l'emprise réelle sur le Domaine public Maritime est vérifiée par les services techniques du concédant et le montant de la redevance est, s'il y a lieu, révisé.

Le concessionnaire restera responsable de la fourniture de ces renseignements par ses sous-traitants.

Les agents des directions des Services Fiscaux du Nord et du Pas-de-Calais pourront prendre communication des documents comptables du concessionnaire et de ses sous-traitants en vue de contrôler les renseignements fournis.

En cas de retard dans les paiements, les sommes restant dues portent intérêts de plein droit au profit de l'Etat au taux annuel applicable en matière domaniale, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Les fractions de mois sont négligées pour le calcul de ces intérêts. Les intérêts dus à chaque échéance portent eux-mêmes intérêt, au même taux, à partir du jour de cette échéance jusqu'au jour du paiement pourvu qu'il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière.

#### Article 4.7 – Impôts.

Le concessionnaire supporte seul la charge de tous les impôts et notamment des taxes foncières, auxquels est ou pourrait être assujettie la concession.



Le concessionnaire est tenu en outre, le cas échéant, de souscrire lui-même la déclaration des constructions nouvelles prévues à l'article 1406 du code général des impôts pour bénéficier, s'il y a lieu, de l'exonération temporaire des impôts fonciers.

#### Article 4.8 – Garanties financières.

Le concessionnaire devra produire des garanties financières afin d'assurer la réversibilité effective des modifications apportées au milieu naturel.

Le montant de ces garanties est de 500 000,00 € (estimation du coût de l'enlèvement du câble).

Le concessionnaire devra produire une caution dans les 10 jours suivants la notification de l'arrêté accordant concession d'utilisation du Domaine Public Maritime.

Cette caution, engagée pour toute la durée de la concession, est constituée :

- soit par une banque figurant sur la liste des établissements de crédit à statut légal spécial et des banques inscrites par le Conseil National du Crédit ;
- soit par un établissement financier autre, agréé par les Trésoriers Payeurs Généraux du Nord et du Pas-de-Calais.

### **TITRE V**

#### **DISPOSITIONS DIVERSES**

##### Article 5.1 – Notifications administratives

Le concessionnaire fait éléction de domicile à :

BELGACOM INTERNATIONAL  
Carrier Services  
Rue Lebeau, 4  
1000 BRUXELLES

Il doit en outre désigner sur place un représentant qualifié pour recevoir au nom du concessionnaire toutes notifications administratives.

##### Article 5.2 – Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

##### Article 5.3 – Frais de publicité, d'impression, de timbres et d'enregistrement

Les frais de publicité et d'impression du présent cahier des charges et de ses annexes ainsi que des avenants éventuels sont à la charge du concessionnaire.

Les droits fiscaux portant éventuellement sur ces pièces sont également supportés par le concessionnaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du

Arras, le

Le Préfet du Pas-de-Calais,  
coordinateur de la procédure

Lille, le

Le Préfet de Région  
Préfet du Nord